

CHEFFERIES TRADITIONNELLES, BONNE GOUVERNANCE
ET LEGITIMITE

Cheick Abdel Kader SOW
Conseiller Technique au
Commissariat au Développement
Institutionnel (CDI)
Primature – Bamako.

Bamako, le 12 décembre 2002.

En dépit de deux décennies de réformes, connues sous le nom de décentralisation, de gouvernance démocratique et légitime, les Etats africains continuent à connaître des dysfonctionnements, des crises qui renvoient à la question fondamentale même de la légitimité de nos Etats. En fait, comme j'ai eu à le dire et à l'écrire dans maintes occasions, ces dysfonctionnements et crises sont plutôt le résultat d'une représentation institutionnelle qui occupe les réalités soc politiques africaines.

I – Constat (l'exemple du Ghana)

L'histoire des pays africains, et surtout celle du Ghana colonial et post colonial nous permet d'argumenter et de démontrer notre assertion.

En effet, l'analyse de l'histoire du Ghana montre la présence continue des autorités traditionnelles durant les périodes coloniales et post coloniales. Cette présence a exercé une influence sur les concepts de l'Etat, de légitimité et de souveraineté.

A ce titre, au Ghana, l'Etat colonial britannique s'est fondamentalement transformé après 1951. Le partage du pouvoir au sein de l'Etat colonial devait prendre fin en 1957 avec la transmission de l'intégralité du pouvoir entre les mains des ghanéens. Après l'indépendance ceux-ci ont transformé les structures existantes et on est passé à l'Etat ghanéen post colonial. Malgré l'opposition de certains dirigeants traditionnels à NKRUMAH, ni lui ni les régimes qui lui ont succédé n'ont aboli les chefferies traditionnelles. Bien au contraire, les gouvernements de l'Etat post colonial, suivant ainsi l'exemple de leurs prédécesseurs coloniaux, ont cherché à établir les meilleures relations avec les autorités traditionnelles, souvent en ajustant de manière très officielle leurs pouvoirs qui leur étaient accordés. Ainsi l'Etat post colonial du Ghana a intégré les dirigeants traditionnels par la création de chambres des chefs qui fonctionnent depuis le niveau national jusqu'à l'échelon régional et communal.

II – Légitimité politique et chefferies traditionnelles dans la problématique de l'Etat, de la démocratie et de la bonne gouvernance

Ainsi les différents schémas élaborés par l'Etat ghanéen et où ont toujours coexisté Parlement, Chambre National des Chefs, etc vont poser la question de légitimité politique et de souveraineté que nous allons nous efforcer d'atténuer ici. En effet, rien ne nous oblige en aucune façon à adopter une conception universelle de la légitimité politique de l'Etat, ni même telles ou telles structures et procédures. En effet, bien qu'il existe aujourd'hui un large consensus sur le fait que les élections multipartistes aux différents niveaux de gouvernement sont actuellement l'une des expressions de la légitimité politique, ce point de vue est loin d'être partagé par toutes les démocraties. De telles différences dans la culture politique et dans l'expression de la légitimité témoignent donc davantage de divergences historiques et culturelles que d'une éventuelle corruption de l'expression unique et mythique de la démocratie.

La démocratie incorpore et accepte la diversité, la différence et la pluralité, peut être même qu'elle en dépend. Les différents fondements de la légitimité ne devraient pas être un obstacle au développement et à la démocratie aux niveaux national et local dans les états africains post coloniaux. La coopération et la reconnaissance mutuelle des autorités locales et des chefs

traditionnels est un facteur essentiel de mobilisation des ressources locales. Lorsqu'il est possible d'avoir recours aux ressources dont jouissent les chefs traditionnels, il est alors possible de s'appuyer sur les habitants qui sont à la fois citoyens de l'Etat et sujets de chefs traditionnels.

Dans une perspective de gestion politique, le problème ne consiste pas à savoir si les individus acceptent la légitimité des autorités locales mais plutôt comment le supplément de légitimité fournie par les chefs traditionnels peut accroître l'approbation et l'enthousiasme de la population, augmentant ainsi la capacité des autorités locales ou du pouvoir local.

Conclusion

Au delà du cas du Ghana où nous nous sommes efforcés de montrer que le schéma historique du développement s'est toujours appuyé sur des structures locales, nous pouvons nous inspirer davantage des écrits pertinents d'Alexis De Tocqueville ainsi que son évaluation de système en vigueur dans les Etats Unis nouvellement formés, en particulier l'importance du gouvernement et de la société civile pour le maintien et le développement des institutions démocratique. A ce même titre, nous pouvons évoquer les écrits de Jean Jacques Rousseau et ses observations sur le fonctionnement des cantons suisses avec une réflexion sur les relations entre démocratie, gouvernance et décentralisation.

Cheick Abdel Kader SOW

Mots clés :

Réforme, décentralisation, gouvernance, démocratie, légitimité, dysfonctionnement, crise, colonial, postcolonial, chefferie traditionnelle, Etat, souveraineté, autorité locale, ressources, citoyen, sujet, pouvoir local, société civile.

Référence : *Communication à l'occasion du 20^{ème} Congrès de l'Association Internationale de Droit Constitutionnel, tenu à Paris, du 31 mai au 5 juin 2001 sur le thème : « Le Droit Constitutionnel entre deux siècles ».*

